Expansion des exportations—Loi

Permettez-moi de citer un passage du rapport de l'automne dernier du vérificateur général concernant l'obligation de rendre des comptes. On y lit:

Le Parlement se voit de plus en plus coupé d'une partie croissante des activités de l'État. Le recours, de plus en plus fréquent à des sociétés propriété de la Couronne pour exécuter une gamme grandissante d'activités de l'État, a épuisé les possibilités du cadre existant de l'obligation de rendre compte, à tel point que le Parlement n'est peut-être plus en mesure d'exercer ses responsabilités fondamentales de surveillance des recettes et des dépenses de fonds publics.

Il faudrait élaborer une législation générale relative à l'obligation de rendre compte des sociétés propriété de la Couronne, dont les dispositions porteraient sur chacun des éléments suivants: autorisation et mandat, financement, direction, contrôle et rapports. Cette législation stipulerait que ces sociétés doivent faire l'objet de vérifications intégrées.

Le Parlement devrait se pencher sur les questions de contrôle et d'obligation de rendre compte des entreprises mixtes et des autres sociétés associées ou entités dont la Couronne est actionnaire.

Le temps des rapports et des discussions est révolu. Le moment est venu d'agir valablement, de renforcer l'obligation de rendre des comptes et le contrôle des sociétés de la Couronne. Les amendements conservateurs au projet de loi C-110 vont dans ce sens.

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur le Président, je voudrais prendre part à ce débat pour dire que je déplore que le gouvernement veuille procéder à des remaniements dans la Société pour l'expansion des exportations.

Je n'ai pas à reprendre les propos que bon nombre de mes collègues nous ont tenus pour dénoncer l'insuffisance de la surveillance que devrait exercer le Parlement sur ce monstre de la bureaucratie. La SEE n'a pas à demander au Parlement d'approuver ses dépenses. Elle n'a pas à faire état au gouvernement de son activité. Cela se comprend en un sens, car bon nombre des négociations qu'elle entreprend doivent rester confidentielles du fait des intérêts commerciaux qui sont susceptibles d'entrer en jeu.

D'après les amendements que nous avons déposés au sujet de ce projet de loi, nous estimons, monsieur le Président, qu'il est possible d'accroître l'imputabilité de cette société devant le Parlement. Cela étant dit, à l'instar de mon collègue de Halton (M. Jelinek), je suis tout aussi préoccupé par la conduite de la SEE, surtout qu'il semble à première vue que généralement ce soient seulement les grandes multinationales qui profitent des garanties de prêt, ou à qui la société consent des prêts présentant de gros risques. En d'autres mots, il semblerait que l'on ne consente ce genre de garanties qu'aux entreprises qui existent surtout grâce aux conditions prévues dans les règlements et à la sagesse du gouvernement—des entreprises qui ont accès auprès des personnages influents de l'administration publique.

Nul ne conteste l'utilité de ce genre d'établissement de prêt. Nul ne saurait nier que, du fait de l'importance du commerce international pour l'économie nationale, il convient de se doter d'une institution qui facilite ce commerce, surtout dans un monde où les institutions privées n'assument pas leurs responsabilités de la façon la plus efficace qui soit. En effet, celles-ci devraient faciliter aux entreprises nationales l'accès aux moyens financiers qui leur permettent de prospecter avec dynamisme les marchés étrangers. En fait, en ce qui concerne la petite et moyenne entreprise, j'irais jusqu'à dire que nos établissements financiers, les banques, ne remplissent pas avec sérieux leur mandat qui consiste entre autres à s'assurer que ces types d'entreprises disposent du capital de risque nécessaire à la vigueur de l'économie nationale. Nos banques n'auront pas

non plus d'argent pour donner aux PME les moyens de se lancer dans l'exportation.

Le Canada est une nation commerçante, comme l'ont dit mes collègues. Trente p. 100 de notre produit national brut provient du commerce. Nous ne vivons plus dans le meilleur des mondes. Il devient de plus en plus difficile pour tous les pays, et surtout un pays très industrialisé comme le nôtre, de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Il s'est passé beaucoup de choses depuis 1968 où le Canada accaparait 5.74 p. 100 du marché mondial. Sa part a été réduite à environ 3.8 p. 100.

Nous avons vu évoluer les différents blocs commerciaux, et pas seulement parmi les pays industriels. La CEE est sans doute le plus grand. Nous avons également vu des blocs commerciaux se former dans le tiers monde. Il faut maintenant tenir compte du bloc d'Amérique du Sud et de celui de l'Asie qui forment un obstacle pour un pays qui se considère libre-échangiste sur le plan économique, politique et culturel. Voilà pourquoi nous avons souvent dit qu'il fallait envisager la possibilité de former une communauté économique en Amérique du Nord. Elle pourrait inclure le Mexique et le Canada ainsi que les États-Unis. Nous formerions ainsi une puissance commerciale d'une importance comparable, sur le plan de l'économie d'échelle, à celle des autres communautés économiques que nous devons concurrencer.

• (1750)

Nous assistons également à l'essor du commerce d'un État à un autre. Certains pays industriels qui n'ont pas un système politique comme le nôtre, mais une économie intégrée placée sous un contrôle central, préfèrent cette forme de commerce. Ils s'en servent pour faire chanter les pays de l'Ouest. J'utilise ce mot intentionnellement, car c'est exactement ce qui se passe. Autrement dit, les pays communistes et socialistes disent à nos partenaires commerciaux que s'ils veulent bien modifier leur régime politique et accroître leur emprise sur l'économie en faisant du commerce d'État à État, ils leur ouvriront la porte. Nous devons faire bien attention à ne pas tomber dans ce piège. Nous savons que certaines ententes ont été conclues pendant la crise de l'énergie. C'était un bon prétexte pour constituer Petro-Canada. Nous voulions avoir accès aux réserves de certains pays qui se sont servis très efficacement de cette arme politique. Voilà pourquoi nous avons créé une société pétrolière d'État pour faire le commerce avec d'autres États.

Nous nous sommes aventurés sur un terrain très glissant. Il ne faut pas l'oublier lorsque nous examinons ce projet de loi et le rôle de la SEE qui consiste à faciliter le commerce international pour les industries canadiennes. Par exemple, la CEE a acheté environ 5 p. 100 de son nickel à l'Union soviétique. L'année dernière, ce pourcentage est passé, en un an, de 5 p. 100 à 20 p. 100. C'était dans le cadre des rapports d'État à État, surtout au sens de l'économie européenne. Notre industrie du nickel qui, à une certaine époque, dominait littéralement le marché mondial, a vu sa part tomber à 15 ou 20 p. 100. Nous avons entreposé une partie du nickel que nous ne vendons pas, ce qui a entraîné la fermeture des mines et des conflits ouvriers. La politique mise en œuvre par le gouvernement par l'entremise de la SEE a permis d'implanter de nouvelles installations de production dans d'autres pays du monde, aux dépens des travailleurs canadiens et de l'industrie canadienne.